
Chambre des Représentants.

SESSION DE 1918-1919.

Projet de loi

autorisant le Gouvernement à donner mandat à un organisme spécial chargé de faire toutes opérations commerciales utiles en vue du ravitaillement en céréales de la population belge ⁽¹⁾.

RAPPORT

PRÉSENTÉ, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. du BUS de WARNAFFE.

MESSIEURS,

D'après l'exposé des motifs, le projet de loi a pour but de créer un organisme qui, en qualité de mandataire de l'État, assurera la continuation du ravitaillement de la Belgique en céréales, aux lieu et place de la C. R. B. et du Comité National, qui cessent leurs opérations.

Les opérations que comportent la liquidation du C. N. et la poursuite de son fonctionnement par l'État sont extrêmement variées et complexes.

Il a paru à la Commission que le projet qui lui était soumis, pas plus que l'exposé des motifs, ne lui permettaient de se rendre compte de la raison d'être précise et du mode d'action de l'organisme qu'il est question de créer.

En conséquence, la Commission a demandé au Gouvernement des explications sur l'organisation générale prévue pour l'achat des grains destinés au ravitaillement de la Belgique et lui a posé à ce sujet une série de questions précises.

Nous reproduisons ci-après les réponses qui ont été faites à la Commission.

(1) Projet de loi, n° 165.

(2) La Commission, présidée par M. Bertrand, était composée de M.M. du Bus de Warnaffe, Féron, Jourez Léon, Maenhaut, Van de Vyvere.

A. — Note du Gouvernement sur l'organisation générale prévue pour l'achat des grains destinés au ravitaillement de la Belgique.

Vers la mi-mars, la C. R. B. et le C. N., qui avaient, de concert, assuré pendant toute la durée de la guerre le ravitaillement du pays, manifestèrent leur intention de cesser leurs opérations le plus tôt possible.

L'incertitude qui régnait encore au point de vue de l'importance des approvisionnements mondiaux en produits alimentaires, les prix élevés de ceux-ci, la rareté et l'instabilité du frêt constituaient toujours autant de facteurs continuant à rendre nécessaire l'intervention gouvernementale afin que le ravitaillement de la population fut entièrement sauvegardé et dans les meilleures conditions économiques possibles.

Mais il convenait en même temps de concevoir les bases de la nouvelle organisation dans des conditions telles que l'intérêt des différentes corporations que la question de l'alimentation publique concernait fût également respecté.

Ce furent là les principes qui guidèrent le Département du Ravitaillement dans l'examen qu'il fit des questions nombreuses et complexes que soulevait ce problème. En agissant de la sorte, il préparait le passage du régime que l'on était sur le point d'abandonner à celui auquel nous devons logiquement retourner lorsque la situation redeviendra plus normale.

I. — Organisation nouvelle.

Il fallait donc prévoir le remplacement de la C. R. B. d'une part, du C. N. de l'autre.

La C. R. B. était une émanation du Gouvernement américain auquel elle devait rendre compte de l'emploi des produits achetés.

**Achat de blé
en Amérique.**

Sa disparition nous mettait en présence d'un problème à la solution duquel travaillèrent, outre les délégués du Département, ceux de la meunerie, ceux du C. N. et M. Gray de la C. R. B.

Il fut reconnu bon d'utiliser dans ce but les compétences que la C. R. B. pouvait fournir et notamment les services de M. Gray, qui, pendant la plus grande partie de la guerre, avait joué un rôle actif dans le fonctionnement de cette commission.

C'est ainsi que le Département fut amené, le 29 mars dernier, à passer avec la firme Gray, un contrat conférant à celle-ci le monopole de l'achat des blés aux États-Unis, à partir du 1^{er} mai 1919.

La durée de ce contrat est de quatorze mois.

Les ordres d'achats sont passés mensuellement, à dater du 10 de chaque mois, et cela pour ce qui concerne les besoins du mois suivant.

Cette société a également à rechercher le tonnage nécessaire au transport, mais elle doit accepter celui qui lui est offert par le Département.

Elle est placée sous le contrôle d'un fonctionnaire désigné par le Ministre du Ravitaillement et qui porte le titre de Commissaire du Gouvernement belge.

Toutefois, ce contrat ne lie pas le Gouvernement au point de lui interdire tout achat en dehors des États-Unis.

Au contraire, il est libre au Département du ravitaillement — et il a déjà fait usage de ce droit — d'acheter des blés dans les autres pays actuellement exportateurs, c'est-à-dire en Argentine et en Australie.

Il vient notamment d'acquérir à des conditions avantageuses 42,000 tonne de blé de la Plata, à embarquer en juillet-août.

En ce qui concerne les achats aux États-Unis, deux ordres ont été passés pour mai et juin, prévoyant, le premier l'acquisition de 80,000 tonnes de froment et 10,000 tonnes de saindoux, le second celle de 60,000 tonnes de froment. Ils sont en voie de réalisation.

L'organisation, en Belgique, rendrait nécessaire la création d'un organisme composé de personnes compétentes en matière d'achat, d'agrégation, de transport, de transformation des blés.

Organisation
en Belgique.
Commission des
achats de blés.

Cette commission, dont les attributions sont déterminées par l'arrêté ministériel du 10 avril 1919, comprend des délégués du Département, du commerce d'importation des grains, de la meunerie, des transports maritimes.

Depuis sa création, elle a tenu de nombreuses réunions en vue de mettre sur pied l'organisation qui va succéder à celle du C. N.

Les diverses attributions que comporte cette organisation peuvent être réparties comme suit :

Répartition
des attributions.

1. — *A)* Réception et agrégation des blés à Anvers ;
- B)* Répartition des blés entre les meuneries ;
- C)* Demande de matériel de transport et transbordement sur allège ou wagon ;
- D)* Assurance fluviale ;
- E)* Réalisation des avaries ;
- F)* Contrôle des poids au débarquement à Anvers et dans les moulins et contrôle de la sortie des blés de silos ;
- G)* Tenue de la comptabilité des blés mis en mouture ;
2. — *H)* Mouture des blés ;
- I)* Vente des produits (farines et son) ;
3. — *J)* Transport par eau ;
4. — *K)* Assurances ;
5. — *L)* Crédits nécessaires au paiement des blés en Amérique et des dépenses courantes à l'intérieur du pays.

Ainsi que nous l'avons exposé au début, nous nous sommes préoccupés, dans la répartition de ces attributions, de l'idée de rappeler à l'activité toutes les personnes ou gens de métier qui, avant la guerre, s'occupaient du commerce des farines ou avaient des attaches avec celui-ci.

Pour ce qui concerne la réception, l'agrégation, la distribution des grains, il était tout naturel de recourir aux négociants importateurs et courtiers de la place d'Anvers, lesquels nous sollicitaient d'ailleurs avec instance pour remplir cette mission.

Si les meuniers et les affréteurs avaient leur rôle tout indiqué pour la mouture et le transport, il restait un certain nombre d'attributions qui ne purent être conférées qu'après des études assez longues des nombreuses questions à examiner.

Elles sont actuellement à peu près complètement résolues.

A part la question des affrètements intérieurs, dont la solution présente encore quelques difficultés, nous pouvons dire que pratiquement elles sont toutes au point.

Les divers groupements qui interviendront dans toutes les besognes que nous venons d'énumérer sont constitués par :

- 1° Les négociants et courtiers importateurs de grains ;
- 2° Les meuniers ;
- 3° Les affréteurs et les bateliers ;
- 4° Les assureurs.

Avant d'examiner le rôle attribué à chacun de ces groupements, disons quelques mots des affrètements maritimes.

Affrètements maritimes.

Pour le transport de ses blés, la C. R. B. disposait d'un tonnage total de 450.000 tonnes, parmi lesquelles 85,000 tonnes étaient fournies par des bateaux belges, 16,000 tonnes par des bateaux anglais, le tout au taux de 21 dollars la tonne, le reste étant représenté par des bateaux suédois, norvégiens, danois, coûtant 55 dollars la tonne.

Ce tonnage est susceptible de réduction à raison du fait que les importations se limiteront dorénavant au froment.

D'un autre côté, l'avantage d'abandonner le tonnage étranger à raison du prix élevé du fret se mettait lui-même en évidence.

Des négociations furent donc entamées avec les armateurs belges en vue d'assurer, si possible, avec leur concours, le transport de nos blés.

Elles furent conduites, d'accord avec le Ministère de la Marine, dans l'esprit de rendre la liberté au tonnage belge, en vue de pouvoir lutter contre la concurrence étrangère et de restaurer nos lignes de navigation étrangère.

Elles ont abouti à des résultats favorables en ce sens que nos transports de blés sont en grande partie assurés par des armements belges à des prix d'environ 100 francs la tonne pour le blé des États-Unis et variant de 225 à 250 francs la tonne pour le froment de la Plata. Ces prix nous assurent une réduction de nos prix de revient des blés en Belgique, pourvu toutefois que notre change ne se déprécie pas encore.

Groupement des importateurs et courtiers en grains.

Ce groupement — qui compte dans son sein non seulement des commerçants et courtiers de la métropole, mais également de la place de Gand — a dans ses attributions les besognes reprises sous les lettres a) à g) ci-dessus.

On remarquera que dans cette énumération figurent des attributions que normalement les intéressés n'exerçaient pas, mais qu'il a été jugé rationnel de leur confier, tel par exemple le contrôle permanent dans les moulins.

Ils sont, en outre, chargés de la tenue de la comptabilité financière du warrantage des blés dont il sera question plus loin.

Pour toutes ces opérations, il leur sera attribué une somme de 25 centimes par 100 kilogs de blé.

L'accord est, à part quelques points de peu d'importance, réalisé avec ce groupement et la conclusion de cet accord n'est plus qu'une question d'heures.

Vient ensuite la comptabilité de toutes les opérations qui incombent à ce groupement. Ce dernier s'est déclaré tout disposé à l'entreprendre, mais y a renoncé en présence d'une proposition de la firme Bunge qui mettait toute l'organisation de ses bureaux à la disposition du Gouvernement, moyennant une rémunération de 2 centimes par 100 kilogs de blé.

Cette firme propose également d'effectuer le warrantage des blés sous condition de lui payer une commission de 1 par mille.

Comme il ne peut être question de donner un monopole à une firme isolée, il est entendu que si le warrantage des blés s'effectue, cette opération aura lieu pour le compte de toutes les banques commerciales de la place d'Anvers. A l'heure actuelle, une entente n'a pas encore été réalisée avec la firme Bunge pour la tenue de la comptabilité et pour les opérations de caisse qui en découleront. De toute façon, cette entente est à réaliser par le groupement des grains — si celui-ci le juge utile — car les besognes pour lesquelles cette firme offre sa collaboration rentrent dans les attributions de ce groupement.

Ceux-ci auront la charge de mouler les blés, de vendre la farine et les sons à des conditions à déterminer par le Ministre.

**Groupement
des meuniers.**

Un contrat vient d'être passé avec la Coopérative des Meuniers qui consacre les conventions suivantes passées entre cette coopérative et le Comité National.

Les blés sont facturés à un prix déterminé aux meuniers qui effectuent la revente des farines et des sons à des prix fixés par arrêté, la différence entre le prix de vente et la valeur d'achat constituant leur rémunération. Ces prix sont établis de façon à assurer aux meuniers une marge déterminée par 100 kilogs de blé moulu.

Ce contrat prévoit encore que les blés restent la propriété de l'Etat jusqu'au moment de leur sortie des silos.

Les meuniers ne doivent le paiement qu'à partir de ce moment, mais ils

ont à verser une garantie de 150 francs par 100 kilogs de capacité de production journalière des moulins : — telles sont les dispositions principales du contrat.

Sons.

Le Gouvernement garantissant aux meuniers le produit de la vente des sons sur la base du prix fixé par arrêté — actuellement 30 francs — a droit au bénéfice réalisé supplémentairement par la vente à un prix excédant ce prix, de même qu'il doit dédommager le meunier, si la vente n'a pu se faire qu'à un prix inférieur à 30 francs.

La Coopérative des Meuniers a organisé un département spécial, dénommé « Bureau des Sons » et qui est soumis au contrôle gouvernemental.

Affrètements fluviaux.

Pour assurer le transport par eau, deux régimes étaient en présence : le régime actuel, comportant la régie, ou bien le régime du temps de paix ayant pour conséquence le rappel à l'activité des affréteurs.

Ceux-ci présentèrent leurs services. Quelques affréteurs anversois constituèrent un groupement réunissant bon nombre des affréteurs anversois et avec lesquels des négociations furent entamées. Ces négociations conduisirent à la rédaction d'un projet de contrat.

L'entente ne fut pas de longue durée et un second groupement se forma, entraînant à sa suite la plupart des membres qui s'étaient unis au premier.

En présence de cette situation, il fut décidé d'élaborer un cahier des charges et de faire appel à la concurrence étrangère par voie de soumission restreinte.

Dans ce cahier des charges ont été prévues le maximum de garanties destinées à éviter l'exploitation des bateliers et du personnel ouvrier.

Des exemplaires de ces cahiers des charges viennent d'être remis à tous les affréteurs ou bateliers que la chose peut intéresser. Les soumissions sont à déposer pour le 24 au plus tard, afin qu'une solution puisse intervenir immédiatement.

Le recours au régime de la régie n'aura lieu que si l'autre solution ne peut aboutir. Dans ce cas, l'organisation du C. N. serait tout indiquée pour continuer à fonctionner.

Assurances.

S'inspirant du principe de l'association, les assureurs anversois, groupés sous forme de consortium, firent leurs offres en commun, mais bientôt des offres individuelles furent présentées à côté des premières.

Ce sont celles de la firme Lejeune, d'Anvers, qui sont les plus avantageuses au point de vue des prix.

Elles font en ce moment, quant aux conditions générales, l'objet d'un examen qui sera déterminant quant à la décision finale.

Les assurances portent sur les transports des États-Unis à Anvers, d'une part, d'Anvers aux moulins destinataires, d'autre part.

Elles n'ont pas de raison d'être pour les blés de la Plata, qui sont achetés cif. Anvers.

Les conditions de prix sont très avantageuses.

Il reste la question des crédits.

Crédits.

Les renseignements recueillis à cet égard ont manqué jusqu'ici de précision.

Selon les déclarations du C. N., les crédits étaient assurés pour une période de trois mois au-delà du moment de la conclusion de la paix.

Tout récemment, nous avons été avisés, par un télégramme du Commissaire du Gouvernement des États-Unis, de ce que la Trésorerie américaine cessait de nous faire des avances.

En suite d'une intervention du C. N., M. Hoover donna des instructions pour que fut assurée la liquidation des 140.000 tonnes de froment et des 10.000 tonnes de saindoux formant le programme des mois de mai et de juin.

Des démarches faites auprès de la Banque Nationale permirent l'obtention d'un crédit de 10 millions de dollars.

Indépendamment des crédits à assurer pour l'achat des blés en Amérique, il faut prévoir le remboursement au C. N. de la valeur des stocks à reprendre à celui-ci dès le 25 mai.

Le C. N. est comptable vis-à-vis de la C. R. B. de tous les vivres qu'il a reçus en Belgique et, lors de la cessation de ses attributions, il aura à justifier devant cette commission des sommes affectées à l'achat des vivres destinés à la population belge.

Le C. N. demandant le paiement, aussi rapide que possible, de la valeur des blés, la nécessité du warrantage apparaît.

C'est ce qui donne lieu au dépôt du projet de loi dont le vote urgent n'échappera à personne, étant donné que les opérations de liquidation doivent être entamées dès le 25 courant.

B. Questions posées au Gouvernement.

Quelles opérations comporte la reprise par l'État des opérations du Comité National et comment l'État entend-il les réaliser ?

1. *En ce qui concerne les achats des céréales ?*

« Le Département a institué une Commission d'achat des blés exotiques dont les attributions ont été déterminées et les membres nommés par un arrêté ministériel du 10 avril dernier (*Moniteur* du 17 avril, page 1591). »

2. *En ce qui concerne l'agrégation, la réception, la réexpédition et la répartition des céréales ?*

« Les attributions seront exercées par le Groupement des importateurs et des courtiers en grains qui vient de se constituer en coopérative. »

3. *En ce qui concerne la statistique et la comptabilité ?*

« La tenue de statistique et la comptabilité incombent au même groupement ».

4. *Quelles charges peut-il résulter pour l'État de ces opérations ?*

« Toutes ces opérations s'effectueront moyennant le paiement à la Coopérative des Importateurs et Courtiers en grains d'une redevance de fr. 0.25 par 100 kilogrammes de blé importé. »

5. *Quelle sera la mission précise de la Société Commerciale constituée par le projet comme mandataire de l'État ?*

Quelles sont les opérations que l'État fera faire par l'intermédiaire de ce mandataire ?

« La mission de cette coopérative est définie aux articles 1 à 5 du projet de contrat ci-joint (annexe, p. 10). Ces articles indiquent toutes les opérations que ce mandataire aura à effectuer pour compte de l'État. »

Les explications fournies ont suggéré à la Commission une observation qu'elle a transmise au Gouvernement.

Il lui a semblé qu'il pouvait y avoir danger à donner au mandat important que va exercer pour l'État l'organisme constitué par le projet le caractère de mandat gratuit, alors surtout qu'il apparaît du projet même que la gratuité n'existe pas et que, partant, il n'y a aucun motif de dégager le mandataire de la responsabilité de droit commun en matière de mandat.

Le Gouvernement a répondu qu'en réalité la mission à remplir par le mandataire se composera de devoirs divers :

a) Tout d'abord, il aura à faire, pour compte de l'État, les opérations de crédit et de warrantage spécifiées à l'article 2.

Ce mandat sera gratuit.

Mais à côté de cela, le mandataire procédera à diverses opérations spécifiées à titre exemplatif à l'alinéa 2 de l'article 3, pour lesquelles il recevra une rémunération forfaitaire (1).

Il va de soi, nous a répondu le Gouvernement, que dans l'accomplissement de cette mission technique le Groupement des grains aura une responsabilité plus étendue, qu'il accepte : il répondra de toute faute, même légère.

Ces explications élucident la question, mais la Commission juge que mieux vaudrait rédiger l'article 3 comme suit :

« L'organisme agréé aura, vis-à-vis de l'État, la situation juridique de mandataire gratuit, pour tout ce qui concerne les opérations *spécifiées à l'article 2*. »

« Het toegelaten organisme zal, voor al wat de *in artikel 2 omschreven* verrichtingen betreft, tegenover den Staat, in rechtsopzicht de rol vervullen van onbezoldigden lasthebber. »

(1) Voir pour les détails la note du Gouvernement ci-dessus.

Un membre de la Commission estime qu'il n'est pas possible de ne pas donner au Gouvernement le pouvoir nécessaire pour continuer les opérations du C. N., mais qu'il ne trouve pas dans les éclaircissements fournis la possibilité de se prononcer sur le projet.

Un autre membre insiste sur l'importance qu'il y a d'écarter de l'organisme, mandataire de l'État, toutes personnes dont l'attitude pendant la guerre pourrait avoir donné lieu à des reproches fondés.

Un membre déclare qu'il attendra les débats publics pour se prononcer sur le projet.

Le projet est adopté par 3 voix contre 1 et 2 abstentions.

Le Rapporteur,
DU BUS DE WARNAFFE.

Le Président,
L. BERTRAND.



ANNEXE :

**Projet de contrat entre l'Etat belge et la Société coopérative
« Groupement des grains ».**

Entre l'État belge, représenté par....., et la Société coopérative « GROUPEMENT DES GRAINS », représentée par.....

Il a été convenu :

ARTICLE PREMIER.

L'État belge donne à la Société coopérative « Groupement des Grains » qui accepte mandat spécial pour effectuer pour son compte et suivant ses indications les *opérations commerciales* utiles en vue d'assurer le ravitaillement en grains de la population belge et notamment les opérations de warrantage des stocks.

En vue de la réalisation de ce mandat, l'État accordera à la coopérative la libre disposition des stocks de blé lui appartenant, la coopérative devra tenir de toutes les opérations relatives à ces stocks une comptabilité spéciale.

L'État désignera des commissaires spéciaux qui contrôleront toutes les opérations et dont l'approbation et le visa seront nécessaires pour toutes opérations de disposition ou de warrantage.

ART. 2.

L'État garantira, vis-à-vis des tiers, les emprunts à court terme que contractera la coopérative, soit sous forme d'ouverture de crédit, soit sous forme d'escompte de warrants, pourvu que ces opérations soient autorisées et approuvées par les commissaires spéciaux et que le produit de ces emprunts soit versé directement au compte de l'État, pour être affecté par lui au paiement des grains qui font l'objet du présent contrat.

La garantie de l'État est limitée à la somme de 250 millions de francs.

ART. 3.

Le mandat confié à la Coopérative par l'article 2 du présent contrat est purement gratuit. Il est régi, en ce qui concerne les obligations des mandataires, par les articles 1991 à 1997 du C. C.

ART. 4.

En outre, et sans qu'il y ait de confusion entre le mandat conféré par les articles qui précèdent et les dispositions qui suivent, l'État Belge confie à la Coopérative le soin d'assurer la réception et la réexpédition aux moulins des-

tinataires des blés et des seigles exotiques qu'il importera. Il pourra aussi la charger d'organiser la distribution entre les moulins des blés indigènes dont il aura acquis la disposition, soit par voie de saisie ou de réquisition, soit de toute autre manière.

ART. 5.

La Coopérative, agissant par tels de ses membres qu'elle désignera sous sa responsabilité :

A) Prendra réception des blés et des seigles arrivant à Anvers, en examinera la qualité et dressera procès-verbal d'agrément; en cas de non-conformité, le procès-verbal renseignera l'estimation de la moins-value.

Si les contrats de vente réservent le droit à l'arbitrage pour moins-value, la Coopérative remplira les formalités nécessaires à cet effet.

La réception des blés et seigles comprendra le prélèvement d'échantillons ainsi que la détermination du poids spécifique et du degré d'humidité. Ces constatations seront faites à l'intervention de la Chambre arbitrale des grains et aux frais de la Coopérative, qui aura pour devoir de communiquer immédiatement les résultats à la Commission d'achat des blés et d'en joindre une copie aux avis d'expédition envoyés aux moulins destinataires.

B) En cas d'avarie, prendra toutes mesures utiles à la conservation des droits de l'État. Procuration lui est donnée à cette fin pour agir en justice au nom de l'État, mais à charge de transmettre immédiatement au Ministre copie de tous actes de procédure reçus ou signifiés.

C) Organisera et assurera le transbordement des grains sur allèges ou leur chargement sur wagons. Elle prendra toutes mesures utiles à cette fin et s'occupera éventuellement de la location des sacs nécessaires.

La surveillance de l'état de conservation des blés en séjour sur allège lui incombe.

D) Règlera, d'après les indications à fournir par la Coopérative des Meuniers, les transports par terre et par eau de manière à diriger les blés et les seigles vers les meuneries où ils doivent être emmagasinés.

Si, lors du déchargement, il est dû à des surestaries ou frais de chômage dont les destinataires justifient n'être pas responsables, ces frais incombent à la Coopérative de seconde part, à moins qu'elle ne prouve qu'elle avait pris toutes les mesures en son pouvoir pour les éviter.

E) Concluera si le Gouvernement le demande, pour les transports par eau seulement, des contrats d'assurance. En ce cas, paiera les primes, fera toutes déclarations de sinistre, négociera les règlements, le tout comme mandataire de l'État à charge de lui rendre compte.

F) Organisera et assurera à ses frais le contrôle des déchargements et de l'emmagasinement des blés dans les silos des moulins par des agents qui assisteront de façon permanente à ces opérations.

La Coopérative fera contrôler périodiquement les bascules automatiques utilisées par les meuneries au déchargement. Elle s'entendra avec la Coopérative des Meuniers Belges pour établir la surveillance pratique de la sortie

des blés des silos, pour la mise en mouture et l'établissement des quantités en silos. Les frais de cette surveillance seront à charge de la Coopérative soussignée. La responsabilité des manquants ne lui incombe que dans la mesure où elle serait en faute.

G) Suivra toutes les instructions que lui donnera la Commission d'achat des blés et fournira tous les renseignements qui lui seront demandés par celle-ci. Elle lui indiquera notamment les noms de ceux de ses membres qu'elle aura chargés, sous sa responsabilité, de l'accomplissement des devoirs qui lui incombent relativement à chaque steamer arrivant à Anvers. Ces préposés auront à dresser des rapports journaliers, signés par eux, qui seront transmis à la Commission d'achat des blés.

L'État se réserve d'exiger de la Coopérative l'exclusion de ceux de ses membres qui négligeraient leurs devoirs.

ART. 6.

Pour prix des services énumérés à l'article 5, la Coopérative recevra une rémunération de **25** centimes par 100 kilogs de blé ou de seigle réceptionnés par elle. Cette rémunération étant forfaitaire, la Coopérative devra faire ristourne à l'État de toute bonification, commission, ristourne ou rémunération quelconque qu'elle recevrait de tiers, même s'ils sont usuels sur la place d'Anvers. Elle tiendra en tous temps ses livres à la disposition de l'État pour lui permettre de faire, à ce sujet, les vérifications qu'il jugera utiles.

Elle interdira à ses membres de recevoir personnellement des bonifications, ristournes, commissions ou rémunérations, de quelque nature que ce soit, à raison de leur intervention relativement aux marchandises importées par l'État. Elle s'oblige à exclure de son sein ceux qui transgresseraient cette interdiction.

ART. 7.

Les sommes dues en vertu du présent contrat à titre de paiement ou de remboursement seront mandatées au profit de la Coopérative dans un délai de quinze jours de la remise des états mensuels.

ART. 8.

Le présent contrat est fait pour la durée de l'importation des blés sous le contrôle du Gouvernement. Celui-ci donnera un préavis de trois mois avant la date de la cessation du régime du contrat.

ART. 9.

La Coopérative sera tenue d'exclure de son sein tout associé qui serait condamné pour avoir manqué pendant l'occupation à ses devoirs patriotiques. Si le Parquet civil ou militaire ouvrait une instruction à charge d'un sociétaire pour actes contraires au devoir patriotique, ce sociétaire devrait

être écarté de toute participation à l'exécution du présent contrat pendant toute la durée de l'instruction,

ART. 10.

En cas d'inexécution par la Coopérative de ses engagements, et après une simple mise en demeure par lettre recommandée, l'État pourra soit faire accomplir des missions déterminées rentrant dans le cadre des obligations imposées à la Coopérative par l'article 5 ci-dessus par des délégués spéciaux, soit confier à un autre groupement ou même à des particuliers toute la mission confiée à la Coopérative par le dit article, le tout aux frais, risques et périls de la Coopérative.

Si l'État devait faire usage de la faculté que lui accorde le présent article, la coopérative ne pourrait prétendre avoir droit à aucune rémunération pour les chargements qui auront nécessité l'intervention de tiers, même si elle avait partiellement accompli sa mission contractuelle. Elle serait néanmoins débitée des sommes déboursées par l'État pour la rémunération des tiers employés d'office.

ART. 11.

L'État pourra faire contrôler par un agent de son choix toute l'activité de la coopérative et de ses membres à raison du présent contrat et notamment la réalité de la surveillance, la sincérité des rapports et procès-verbaux, l'efficacité des mesures prises, etc.

ART. 12.

Pour l'exécution des présentes la Coopérative fait élection de domicile à Bruxelles, boulevard du Jardin Botanique, n° 57.

Fait en double et de bonne foi à Bruxelles, le...



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

ZITTINGSJAAR 1918-1919.

Wetsontwerp

waarbij de Regeering wordt gemachtigd opdracht te verleen en aan eene bijzondere instelling belast met alle nuttige handelsverrichtingen tot de graanvoorziening der Belgische bevolking ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER du BUS de WARNAFFE.

MIJNE HEEREN,

Volgens de Memorie van Toelichting heeft het wetsontwerp ten doel, eene instelling tot stand te brengen, welke, als lasthebber van den Staat, voor de verdere graanvoorziening der Belgische bevolking zorgen zal, in stede en ter vervanging van de C. R. B. en van het Nationaal Comité, die hunne verrichtingen staken.

Zeer verscheiden en ingewikkeld zijn de verrichtingen betreffende de vereffening van het N. C. en de voortzetting zijner werking door den Staat.

De Commissie had den indruk dat het haar voorgelegd ontwerp, zo min als de Memorie van Toelichting haar een duidelijk begrip gaven van de juiste reden van bestaan en van de wijze van werking der instelling die men wenscht in 't leven te roepen.

Dienvolgens heeft de Commissie aan de Regeering uitleggingen gevraagd over de voorgestelde algemeene regeling tot aankoop van graan voor de bevoorrading van België; zij stelde haar daarover eene reeks van nauwkeurig omschreven vragen.

Hierna nemen wij de antwoorden over, welke aan de Commissie werden gegeven.

(1) Wetsontwerp, n^o 165.

(2) De Commissie, voorgezeten door den heer BERTRAND, bestond uit de heeren du BUS de WARNAFFE, FÉRON, JOUREZ LÉON, MAENHAUT en VAN DE VYVERE.

A. — Nota van de Regeering over de voorgestelde algemeene regeling tot aankoop van graan voor de bevoorrading van België.

Omstreeks half Maart gaven de C. R. B. en het N. C., die in onderling overleg 's lands bevoorrading gedurende den oorlog hadden verzekerd, hun inzicht te kennen, hunne werking zoodra mogelijk te staken.

De nog bestaande onzekerheid omtrent de belangrijkheid van de in de wereld voorhanden voorraden voedingsstoffen, de hooge prijzen daarvan, het gebrek aan vrachtbooten en de onvastheid der vrachtlonen bleven steeds even zooveel factoren die de tusschenkomst der Regeering onontbeerlijk maakten om de bevoorrading der bevolking volkomen en onder de best mogelijke economische voorwaarden te verzekeren.

Tevens behoorde het echter de grondslagen van de nieuwe instelling op te vatten derwijze dat het belang van de onderscheidene bedrijven, die in de zaak der volksvoeding betrokken waren, insgelijks in aanmerking genomen werd.

Dat zijn de beginselen, waarop het Departement van Bevoorrading steunde bij zijn onderzoek van de talrijke en ingewikkelde vraagstukken, door die zaak te berde gebracht. Aldus bereidde het den overgang voor van het stelsel, waarvan men wilde afzien, tot het stelsel dat wij redelijkerwijs opnieuw moeten aannemen wanneer de toestand meer normaal zal worden.

I. — Nieuwe regeling.

Men diende dus de vervanging te voorzien van de C. R. B., eenerzijds, en van het N. C., anderzijds.

De C. R. B. werd tot stand gebracht door de Amerikaansche Regeering en was aan deze rekenschap verschuldigd over het gebruik van de aangekochte producten.

**Aankoop van
graan in Amerika**

Hare verdwijning stelde ons tegenover een vraagstuk met de oplossing waarvan zich onledig hielden de afgevaardigden van het Departement en tevens die van het molenaarsbedrijf, die van het N. C. en de heer Gray van de C. R. B.

Het werd raadzaam bevonden zich daartoe te richten tot de bevoegde mannen, welke de C. R. B. kon opleveren, en namelijk tot den heer Gray die, gedurende het grootste gedeelte van den oorlog, werkelijk deel had genomen aan de werkzaamheden van deze Commissie.

Zóó werd het Departement, op 29 Maart l. l., er toe gebracht, met de firma Gray eene overeenkomst te sluiten, waarbij deze het monopolie bekam voor den aankoop van graan in de Vereenigde Staten, met ingang van 1 Mei 1919.

De duur van deze overeenkomst is op veertien maanden bepaald.

De bestellingen worden elke maand gedaan vanaf den 10^{de}, en wel voor wat er de volgende maand noodig is.

Gezegde firma moet zich insgelijks belasten met het bezorgen van de

noodige scheepsruimte voor het vervoer: zij moet echter diegene aanvaarden, welke haar door het Departement wordt aangeboden.

Zij staat onder het toezicht van een ambtenaar, door den Minister van Bevoorrading aangewezen en den titel van Commissaris der Belgische Regeering voerende.

Deze overeenkomst bindt echter de Regeering niet in zulke mate dat deze geen aankopen buiten de Vereenigde Staten zal mogen doen.

Het Departement van Bevoorrading is integendeel vrij — en van dit recht maakte het reeds gebruik — graan aan te koopen in de overige thans uitvoerende landen, met name in Argentinië en in Australië.

Het heeft, namelijk, onder voordeelige voorwaarden 42,000 ton graan aangekocht in La Plata, welke in Juli-Augustus aan boord moeten geladen worden.

Wat de aankopen in de Vereenigde Staten aangaat, werden twee bestellingen gedaan voor Mei en Juni; de eerste betreft den aankoop van 80,000 ton tarwe en 10,000 ton reuzel, de tweede den aankoop van 60,000 ton tarwe. Deze bestellingen worden thans ten uitvoer gebracht.

De regeling in België zou het tot stand brengen van eene instelling noodzakelijk maken, bestaande uit personen bevoegd in zake aankoop, goedkeuring, vervoer, verwerking van het graan.

Regeling in België
Commissie
voor den aankoop
van graan.

Deze Commissie, waarvan de bevoegdheden bij ministerieel besluit van 10 April 1919 bepaald zijn, bestaat uit de afgevaardigden van het Departement, van de graaninvoerders, van de molenaars, van de vervoerders over zee.

Sedert hare oprichting hield zij talrijke vergaderingen ten einde de instelling, welke het N. C. moet vervangen, tot stand te brengen.

De onderscheidene werkzaamheden van deze instelling kunnen aldus worden verdeeld :

Verdeeling der
werkzaamheden.

1. — A) Ontvangst en goedkeuring van het graan te Antwerpen;
- B) Verdeeling van het graan onder de molenaars;
- C) Aanvraag van vervoermaterieel en overlading in lichters of wagons;
- D) Rivierverzekering;
- E) Bepaling der averijen;
- F) Contrôle van het gewicht bij de onscheping te Antwerpen en de ontlading in de molens; contrôle bij het weghalen van het graan uit de opslagplaatsen;
- G) Boekhouding betreffende het aan de molens toevertrouwde graan;
2. — H) Het malen van het graan;
- I) Verkoop der producten (meel en zemelen);
3. — J) Vervoer te water;
4. — K) Verzekeringen;
5. — L) Noodige credieten tot betaling van het graan in Amerika en van de loopende uitgaven binnen het land.

Zooals wij het reeds zegden, waren wij, bij het verdeelen dezer werkzaamheden, er op bedacht, de diensten in te roepen van al de personen of vakmannen die zich, vóór den oorlog, bezighielden met den meelhandel of daarmee in betrekking stonden.

Wat de ontvangst, de goedkeuring, de verdeeling der granen betreft, was het gansch natuurlijk dat men zich wendde tot de graaninvoerders en makelaars gevestigd te Antwerpen, die trouwens bij ons aandrongen om met die taak te worden belast.

Was, voor het malen en het vervoeren, de rol der molenaars en der bevrachters vanzelf aangewezen, dan bleven er nog enkele werkzaamheden over, die slechts konden opgedragen worden na eene langdurige studie van de talrijke te onderzoeken vraagpunten.

Deze zijn thans zoo goed als opgelost.

Buiten de quaestie der bevrachting van rivierschepen, waarvan de oplossing nog eenige bezwaren oplevert, kunnen wij zeggen dat zij alle, uit een practisch oogpunt, als afgehandeld kunnen beschouwd worden.

De onderscheidene groepeerings, welke zullen tusschenkomen in al de opgenoemde werkzaamheden, worden gevormd door :

- 1^o De handelaars en makelaars, die granen invoeren;
- 2^o De molenaars;
- 3^o De bevrachters en de schippers;
- 4^o De verzekeraars.

Alvorens de aan elke dezer groepeerings opgedragen taak te onderzoeken, willen wij eenige woorden wijden aan de bevrachting der zeeschepen.

Bevrachting van
zeeschepen.

Voor haar graanvervoer beschikte de C. R. B. in zijn geheel over eene scheepsruimte van 450,000 ton, waarvan 85,000 ton werden verschaft door Belgische schepen, 16,000 ton door Engelsche schepen, allen mits 21 dollar per ton, terwijl het overige werd geleverd door Zweedsche, Noorsche, Deensche schepen, mits 35 dollar per ton.

Deze scheepsruimte kan eene vermindering ondergaan, doordien de invoer voortaan zich tot de tarwe zal beperken.

Anderzijds sprong het in 't oog wat een voordeel het was, van de vreemde schepen af te zien wegens het hooge vrachtloun.

Onderhandelingen werden dus aangeknoopt met de Belgische reeders om, zoo mogelijk, met hunne medehulp onzen graanaanvoer te verzekeren.

Zij werden gevoerd, in overleg met den Minister van Zeewezen, met het doel, de Belgische tonnemaat vrij te maken om te kunnen strijden tegen de vreemde mededinging en onze scheepvaartlijnen naar het buitenland te herstellen.

Zij kwamen tot gunstige uitslagen, in dezen zin dat onze graantoevoer grootendeels wordt verzekerd door Belgische reederijen tegen den prijs van 100 frank per ton voor het graan uit de Vereenigde Staten en van 225 tot 300 frank per ton voor de tarwe uit La Plata. Door deze prijzen bekomen wij eene vermindering van de kostende prijzen onzer granen in België, mits echter onze wisselkoers nog niet slechter wordt.

Groepeering van de graaninvoerders en van de makelaers in granen.

Tot de bevoegdheid van deze groepeerings — die in haren schoot handelaars en makelaars telt niet alleen uit Antwerpen, maar ook uit Gent — behooren de werkzaamheden aangeduid onder hoogervermelde littera's a) tot g).

Men zal vaststellen dat daarin werkzaamheden voorkomen, waarmee de belanghebbenden zich in gewonen tijd niet belastten, doch welke men verstandig achtte hun toe te vertrouwen, zooals, bij voorbeeld, de bestendige controle in de molens.

Zij zijn bovendien belast met de financiële boekhouding van het warranteren der granen, waarover verder gehandeld wordt.

Voor al deze verrichtingen zal hun eene som van 25 centiemen per 100 kgr. graan toegekend worden.

Behalve voor een paar punten van minder belang, is de overeenkomst met deze groepeerings tot stand gebracht en het sluiten dier overeenkomst is nog een quaestie van uren.

Dan komt de comptabiliteit van al de verrichtingen die aan deze groepeerings zijn opgedragen. Deze heeft zich gansch bereid verklaard om zich daarmee te belasten, doch zag ervan af naar aanleiding van een voorstel der firma Bunge, die de geheele inrichting van hare kantoren ter beschikking van de Regeering stelde, mits eene vergoeding van 2 centiemen per 100 kgr. graan.

Deze firma stelt eveneens voor, zich te belasten met het warranteren van het graan mits men haar een commissieloon van 1 per duizend betaalt.

Daar er geen sprake kan van zijn, een monopolie te verleenen aan eene enkele firma, blijft het wel verstaan dat, indien tot het warranteren der granen wordt overgegaan, deze verrichting zal geschieden voor rekening van al de handelsbanken der stad Antwerpen. Tot op dit oogenblik kwam men nog niet tot eene verstandhouding met de firma Bunge voor het boekhouden en voor de kasverrichtingen die er uit voortvloeien. In elk geval moet deze verstandhouding verwezenlijkt worden door de graan-groepeerings — indien deze het nuttig overdeelt, — want de werkzaamheden, waarvoor deze firma hare medewerking aanbiedt, behooren tot de bevoegdheid van deze groepeerings.

De molenaars zullen belast zijn met het malen der granen, het verkoopen van het meel en de zemelen onder voorwaarden, door den Minister te bepalen.

Groepeerings
der molenaars.

Eene overeenkomst werd pas aangegaan met de Coöperatieve Vereeniging der Molenaars die de overeenkomsten, gesloten tusschen deze vereeniging en het Nationaal Comité, bekrachtigt.

De granen worden mits een bepaalden prijs aan de molenaars geleverd; deze verkoopen het meel en de zemelen mits prijzen, die bij besluit worden vastgesteld; het verschil tusschen den verkoopprijs en de aankoopwaarde maakt hun loon uit. Die prijzen worden vastgesteld derwijze dat aan de molenaars eene bepaalde winst per 100 kgr. gemalen graan verzekerd is.

Die overeenkomst voorziet ook dat de granen het eigendom van den Staat blijven tot op het oogenblik dat zij uit de opslagplaatsen worden weggehaald.

De molenaars zijn slechts van dit oogenblik af tot betaling verplicht; zij moeten echter eenen borgtocht storten van 150 frank per 100 kgr. dagelijksch productievermogen der molens; — dit zijn de hoofdbepalingen van de overeenkomst.

Zemelen. De Regeering, die aan de molenaars de opbrengst van den verkoop der zemelen waarborgt op den voet van den bij besluit vastgestellten prijs (thans 30 frank), heeft recht op de bijkomende winst wegens het verkoopen tegen eenen prijs, die gezegden prijs overschrijdt, evenals zij den maalter moet schadeloosstellen wanneer men slechts beneden 30 frank kon verkoopen.

De Coöperatieve Vereeniging der Molenaars heeft eene bijzondere afdeling ingericht, genaamd «Bureel voor Zemelen», dat onder 's Rijks toezicht staat.

**Bevrachting van
rivierschepen.** Om het vervoer te water te verzekeren, stond men tegenover twee stelsels: het huidige stelsel, zijnde het vervoer in eigen beheer, ofwel het stelsel van in vrede-stijd, waardoor de bevrachters hun bedrijf kunnen hernemen.

Dezen boden hunne diensten aan. Eenige Antwerpsche bevrachters vormden eene groepeerings, waarbij een aantal Antwerpsche bevrachters waren aangesloten, en met deze werden onderhandelingen aangeknoopt. Deze onderhandelingen leidden tot het opmaken van een ontwerp van overeenkomst.

De verstandhouding was van korten duur en een tweede groep kwam tot stand; tot deze groep traden toe meest al de leden, die zich bij de eerste hadden aangesloten.

Onder die omstandigheden werd besloten, een lastkohier op te maken en beroep te doen op vreemde mededinging door middel van beperkte inschrijving.

In dit lastkohier werd voorzien het maximum der waarborgen, bestemd om de uitbuiting van schippers en werkheden te vermijden.

Afschriften van deze lastkohieren zijn overgemaakt aan al de bevrachters of schippers, wien de zaak aanbelangt. De inschrijvingen moeten ingediend worden uiterlijk op 24^u, opdat eene beslissing zonder verwijl kunne genomen worde.

Men zal alleen dan tot het bedrijf in eigen beheer zijn toevlucht nemen wanneer de andere oplossing niet slaagt. In dit geval zou de inrichting van het N. C. vanzelf aangewezen zijn om hare werking voort te zetten.

Verzekeringen. Steunend op het beginsel der samenwerking, deden de Antwerpsche verzekeraars, in den vorm van consortium, een gemeenschappelijk aanbod, doch weldra werden naast de eerste ook individueele aanbiedingen gedaan.

De aanbiedingen, uitgaande van de firma Lejeune, te Antwerpen, zijn de meest voordeelige, wat betreft de prijzen.

Voor de algemeene voorwaarden zijn zij op dit oogenblik onderworpen aan een onderzoek, dat tot eene vaste eindbeslissing leiden zal.

De verzekeringen betreffen het vervoer uit de Vereenigde Staten naar Antwerpen, eenerzijds, en uit Antwerpen naar de molens waarvoor het bestemd is, anderzijds.

Zij hebben geen reden van bestaan voor de granen uit La Plata, die aangekocht zijn eif. Antwerpen.

De prijzen zijn zeer voordeelig.

Blijft het vraagstuk van het crediet.

Crediet.

De hieromtrent ingewonnen inlichtingen waren tot nu toe niet genoeg bepaald.

Volgens de verklaringen van het N. C. was het crediet verzekerd voor eenen termijn van drie maand vanaf het sluiten van den vrede.

Kort geleden werden wij door een telegram van den Regeeringscommissaris der Vereenigde Staten verwittigd dat de Amerikaansche Thesaurie alle voorschotten staakte.

De tusschenkomst van het N. C. had voor gevolg, dat de heer Hoover onderrichtingen gaf tot regeling van de 140.000 ton tarwe en de 10,000 ton reuzel, die voor de maanden Mei en Juni zijn voorzien.

De stappen gedaan bij de Nationale Bank leidden tot het bekomen van een crediet van 10 miljoen dollar.

Buiten de vereischte credieten voor den aankoop van granen in Amerika, moet men voorzien de terugbetaling, aan het N. C., van de waarde der voorraden die men daarvan zal overnemen vanaf 25 Mei.

Het N. C. moet aan de C. R. B. rekenschap geven van al de levensmiddelen, die het in België ontvangen heeft, en, bij het eindigen van zijne werkzaamheden, zal het voor deze commissie de gelden moeten verantwoorden, die werden gebruikt voor den aankoop der levensmiddelen bestemd voor de Belgische bevolking.

Daar het N. C. vraagt dat de waarde van het graan zoo spoedig mogelijk betaald worde, schijnt het warrenteeën ons noodzakelijk.

Dat geeft aanleiding toe het indienen van het wetsontwerp, waarvan de goedkeuring spoed eischt, zooals iedereen erkennen zal, daar tot de verrichtingen van de vereffening moet overgegaan worden vanaf den 25^{sten} dezer maand.

B. — Vragen gericht tot de Regeering.

Welke zijn de handelingen die in verband staan met het overnemen, door den Staat, van de werkzaamheden van het Nationaal Comité en hoe denkt de Staat die te verrichten ?

1. *Wat betreft het aankopen van granen?*

« De Regeering heeft eene Commissie voor den aankoop van bui-

tenlandsch graan ingesteld, waarvan de bevoegdheden werden bepaald en de leden benoemd bij een ministerieel besluit van 10 April laatstleden (*Staatsblad*, 17 April, bl. 1591). »

2. *Wat betreft het ontvangen, goedkeuren, verzenden en verdeelen der granen?*

« De werkzaamheden zullen verricht worden door de **Groepeering van graaninvoerders en makelaars in granen**, die eene coöperatieve vereniging onder hen tot stand hebben gebracht. »

3. *Wat betreft de statistiek en het boekhouden?*

« De statistiek en het boekhouden zijn toevertrouwd aan dezelfde groepeeringsorganisatie. »

4. *Welke lasten kunnen uit deze verrichtingen voortvloeien voor den Staat?*

« Al die verrichtingen zullen gedaan worden mits betaling, aan de Coöperatieve Vereniging van de Graaninvoerders en Makelaars in granen, van eene som van 0.25 fr. per 100 kilogram ingevoerd graan. »

5. *Welke zal de bepaalde taak zijn van de Handelsmaatschappij, opgericht door het ontwerp, als lasthebber van den Staat?*

Welke verrichtingen zal de Staat doen uitvoeren door tussenkomst van dien lasthebber?

« De taak van deze coöperatieve vereniging is omschreven in de artikelen 1 tot 5 van het bijgaand ontwerp van overeenkomst. (Bijlage, bl. 10.) In deze artikelen zijn aangegeven al de verrichtingen welke deze lasthebber voor rekening van den Staat zal moeten uitvoeren. »

Ten gevolge van de geleverde verklaringen werd door de Commissie eene aanmerking aan de Regeering overgemaakt.

Het kwam haar voor, dat er gevaar kon bestaan, de gewichtige opdracht, waarvan de door het ontwerp tot stand gebrachte instelling zich namens den Staat kwijten zal, te doen gelden als eene onbezoldigde opdracht, vooral wanneer uit het ontwerp zelf blijkt dat er geen sprake is van niet-bezoldiging en er bijgevolg geen reden is om den lasthebber te ontlasten van de verantwoordelijkheid, zooals deze door het gemeene recht in zake lastgeving is bepaald.

De Regeering antwoordde dat de taak, die de lasthebber te vervullen heeft, werkelijk veelvoudige plichten meebrengt :

a) Vooreerst is hij belast met de credit- en warrantverrichtingen, voor rekening van den Staat, zooals die in artikel 2 zijn omschreven.

Deze opdracht zal onbezoldigd zijn.

Doch de lasthebber zal bovendien moeten overgaan tot verscheidene ver-

richtingen, welke, bij wijze van voorbeeld, zijn omschreven in lid 2 van artikel 3 en waarvoor hij een eens voor al bepaald loon zal trekken (1).

Het spreekt vanzelf, antwoordde de Regeering, dat de graangroepeering bij het vervullen van die taak eene grootere verantwoordelijkheid zal hebben, welke zij ook aanneemt; voor elke, zelfs geringe fout zal zij aansprakelijk zijn.

Deze uitleggingen verduidelijken de zaak; de Commissie is echter van meening dat het beter zou zijn, artikel 3 te doen luiden als volgt :

« L'organisme agréé aura, vis-à-vis de l'État, la situation juridique de mandataire gratuit, pour tout ce qui concerne les opérations spécifiées à l'article 2. »

« Het toegelaten organisme zal, voor al wat de in artikel 2 omschreven verrichtingen betreft, tegenover den Staat, in rechtsopzicht de rol vervullen van onbezoldigden lasthebber. »

Een lid van de Commissie acht dat het niet mogelijk is, aan de Regeering de noodige macht te weigeren om de verrichtingen van het N. C. voort te zetten, doch dat het zich, naar de verstrekte inlichtingen, over het ontwerp niet kan verklaren.

Een ander lid doet uitschijnen welk belang er aan gehecht is, dat men uit de instelling, lasthebber van den Staat, alle personen were, wier gedragingen gedurende de bezetting aanleiding tot gegronde klachten mochten gegeven hebben.

Een lid verklaart de openbare behandeling af te wachten om zich over het ontwerp te kunnen verklaren.

Het ontwerp wordt aangenomen met 3 stemmen tegen 1 en 2 onthoudingen.

De Verslaggever,

DU BUS DE WARNAFFE.

De Voorzitter,

L. BERTRAND.

(1) Zie nadere inlichtingen hieromtrent in bovenstaande Regeeringsnota.

BIJLAGE

**Ontwerp van overeenkomst
tusschen den Belgischen Staat en de Samenwerkende
Vennootschap « Groupement des grains ».**

Tusschen den Belgischen Staat, vertegenwoordigd door....., en de Samenwerkende Vennootschap « GROUPEMENT DES GRAINS », vertegenwoordigd door.....

Is overeengekomen :

EERSTE ARTIKEL.

De Belgische Staat geeft aan de Samenwerkende Vennootschap « Groupement des Grains » bijzondere opdracht, door deze aangenomen, om voor zijne rekening en volgens zijne aanwijzingen de doelmattige *handelsverrichtingen* te doen met het oog op de graanvoorziening der Belgische bevolking en inzonderheid op het warranteren van de voorraden.

Om die opdracht te kunnen uitvoeren, verleent de Staat aan de Samenwerkende Vennootschap de vrije beschikking over de hem toebehoorende voorraden graan; voor al de verrichtingen, welke deze voorraden betreffen, zal de Vennootschap eene bijzondere boekhouding moeten houden.

De Staat zal bijzondere commissarissen aanstellen, die toezicht zullen houden op al de verrichtingen en wier goedkeuring en visa worden vereischt voor al de beschikkings- en warrantverrichtingen.

ART. 2.

De Staat zal tegenover derden instaan voor de leeningen op korten termijn, door de Samenwerkende Vennootschap aangegaan, hetzij in den vorm van credietopening, hetzij in den vorm van warrantdiscontecring, mits deze verrichtingen door de bijzondere commissarissen toegelaten en goedgekeurd zijn en de opbrengst dier leeningen rechtstreeks wordt gestort voor rekening van den Staat die ze aanwendt tot betaling der granen, die tot deze overeenkomst aanleiding geven.

De waarborg door den Staat wordt beperkt tot de som van 250 miljoen frank.

ART. 5.

De opdracht, door artikel 2 van deze overeenkomst aan de Samenwerkende Vennootschap verleend, is volstrékt onbezoldigd. Wat de verplichtingen der lasthebbers betreft, wordt zij beheerscht door de artikelen 1994 tot 1997 van het B. W.

ART. 4.

Daarenboven, en zonder dat de bij de voorgaande artikelen verleende opdracht vermengd wordt met de navolgende bepalingen, wordt de Samenwerkende Vennootschap door den Belgischen Staat gelast te zorgen voor de ontvangst en de herverzending van de door den Staat ingevoerde uitlandsche koren en rogge naar de aangewezen molens. Ook kan de Staat haar gelasten, onder de molens de verdeeling te regelen van de inlandsche granen, waarover de Staat zal beschekken hetzij door middel van beslag of van opeischung, hetzij door elk ander middel.

ART. 5.

De Samenwerkende Vennootschap, optredende door diegene harer leden die zij onder hare verantwoordelijkheid aanwijst :

A) Zal het koren en de rogge, die te Antwerpen worden aangevoerd, in ontvangst nemen, de hoedanigheid daarvan nagaan en het proces-verbaal van aanneming opmaken ; voldoet dit koren en die rogge niet, dan zal het proces-verbaal melding maken van de schatting der waardevermindering.

Wordt bij de verkoopcontracten de scheidsrechterlijke uitspraak voor waardevermindering voorzien, dan zal de Samenwerkende Vennootschap de gestelde vormvereischen daartoe in acht nemen.

De ontvangst van koren en rogge behelst het nemen van monsters, alsmede het vaststellen van het soortelijk gewicht en van den graad van vochtigheid. De ze vaststellingen geschieden door tusschenkomst van de « Arbitrale Kamer der Granen » en op kosten van de Samenwerkende Vennootschap ; deze is gehouden de uitkomsten onmiddellijk bekend te maken aan de Commissie voor graanaankoop en een afschrift daarvan toe te voegen aan de verzendingsbulletijnen welke aan de bestemmingsmolens worden overgemaakt.

B) Zal, ingeval van averij, al de noodige maatregelen nemen tot behoud van 's Rijks rechten. Met dit doel wordt haar volmacht gegeven om, namens den Staat, in rechten op te treden, mits zij echter onmiddellijk aan den Minister een afschrift overmaakt van al de ontvangen of beteekende stukken van rechtspleging.

C) Zal de overscheping van het graan in lichters of de lading op wagons regelen en verzekeren. Zij zal al de noodige maatregelen daartoe treffen en desnoods zich bezighouden met het huren van de vereischte zakken.

Zij is insgelijks belast met het toezicht op den staat van het graan dat in lichters wordt bewaard.

D) Zal, volgens de aanwijzingen door de Samenwerkende Vennootschap der Molenaars te verstrekken, het vervoer te lande en te water regelen derwijze dat het koren en de rogge naar de maalderijen worden gevoerd, waar zij moeten opgeslagen worden.

Zijn er, bij het lossen, onkosten wegens liggeld of wagenhuur te betalen, waarvoor zij, die de granen ontvangen, bewijzen niet aansprakelijk

te zijn, dan zijn die onkosten, voor de helft, ten laste van de Samenwerkende Vennootschap, tenzij ze bewijst dat zij al de maatregelen, die zij kon treffen om ze te voorkomen, werkelijk getroffen heeft.

E) Zal, zoo de Regeering het vraagt, verzekeringsovereenkomsten sluiten voor het vervoer te water alleen; zal, in dit geval, de premiën betalen, elke aangifte van schade doen, voor de uitbetaling onderhandelen, dit alles als lasthebber van den Staat, mits zij aan dezen rekenschap geeft.

F) Zal het toezicht op het lossen en het opslaan van de granen in de opslagplaatsen der molens regelen en op hare kosten verzekeren door middel van aangestelden die bestendig bij die verrichtingen aanwezig zijn.

De Samenwerkende Vennootschap zal de weegtoestellen, door de maalderijen bij de lossing gebruikt, op geregelde tijdstippen doen onderzoeken. Zij zal zich met de Samenwerkende Vennootschap der Belgische Molenaars verstaan voor het practisch toezicht op het weghalen van het graan uit de opslagplaatsen, voor het malen zelf en voor het vaststellen van de hoeveelheden in de opslagplaatsen. De kosten van dit toezicht zijn ten laste van de ondergeteekende Samenwerkende Vennootschap. Voor het ontbrekende is zij slechts aansprakelijk in zoover zij daaraan schuld hebben mocht.

G) Zal al de onderrichtingen naleven, welke de Commissie voor graanaankoop haar zal overmaken, en zal al de door deze laatste gevraagde inlichtingen verstrekken. Inzonderheid zal zij aan deze kennis geven van de namen van die harer leden, welke zij onder hare verantwoordelijkheid heeft belast met het vervullen der haar opgelegde verplichtingen betreffende elken stoomboot die te Antwerpen aankomt. Die aangestelden zullen elken dag een door hen geteekend verslag opmaken, dat aan de Commissie voor graanaankoop wordt overgemaakt.

De Staat behoudt zich het recht voor, van de Samenwerkende Vennootschap de uitsluiting te eischen van die harer leden, welke aan hunne verplichtingen te kort mochten komen.

ART. 6.

Als vergoeding voor de bij artikel 5 opgesomde diensten zal de Samenwerkende Vennootschap eene vergelding van 25 centiemen bekomen per 100 kilogram door haar in ontvangst genomen koren of rogge. Daar deze vergelding eens voor al is vastgesteld, moet de Samenwerkende Vennootschap in 's Rijks kas storten elke uitkeering, elk commissieloon of eenige andere belooning die zij van derden mocht ontvangen, zelfs indien aldus het gebruik is op de plaats van Antwerpen. Te allen tijde houdt zij hare boekhouding ter beschikking van den Staat, opdat deze hieromtrent het door hem noodig geacht onderzoek kunne doen.

Zij zal aan hare leden verbieden, persoonlijk vergoedingen, uitkeeringen, commissieloon en of vergeldingen van welken aard ook aan te nemen uit hoofde van hunne tussenkomst betreffende de door den Staat ingevoerde waren. Zij verbindt zich, al wie dit verbod mocht overtreden buiten haren schoot te sluiten.

ART. 7.

De sommen, krachtens deze overeenkomst als betaling of als terugbetaling verschuldigd, zullen aan de Vennootschap uitgekeerd worden binnen veertien dagen na het indienen van de maandstaten.

ART. 8.

Deze overeenkomst geldt voor den duur van den graaninvoer onder het toezicht van de Regèring. Opzegging zal door deze worden gedaan drie maanden vóór den dag waarop die regeling ophoudt te bestaan.

ART. 9.

De Samenwerkende Vennootschap is verplicht buiten haren schoot te sluiten elken vennoot die mocht veroordeeld worden wegens verzuim van zijne plichten jegens het vaderland tijdens de bezetting. Werd door het burgerlijk gerecht of door het krijgsgerecht een onderzoek ten laste van een vennoot ingesteld wegens handelingen die in strijd zijn met den vaderlandlievenden plicht, dan dient elke deelneming aan de tenuitvoerlegging van deze overeenkomst worden ontzegd zoolang het onderzoek duurt.

ART. 10.

Indien de Samenwerkende Vennootschap aan hare verbintenissen te kort blijft, kan de Staat, na eenvoudige in mora stelling door middel van aangeekenden brief, hetzij bijzondere afgevaardigden belasten met het vervullen van bepaalde zendingen behorende tot de verbintenissen, welke door artikel 5 aan de Vennootschap zijn opgelegd, hetzij aan eene andere groepeerings of zelfs aan bijzonderen geheel de zending toevertrouwen, welke door gemeld artikel aan de Vennootschap is opgedragen, dit alles op rekening en gevaar van de Samenwerkende Vennootschap.

Mocht de Staat verplicht zijn gebruik te maken van de bevoegdheid hem door dit artikel verleend, dan zou de Samenwerkende Vennootschap geen aanspraak hebben op eenige vergelding voor de ladingen welke de tusschenkomst van derden hebben vereischt, al had zij hare zending volgens de overeenkomst gedeeltelijk vervuld. Niettemin zou hare rekening belast worden met de sommen, door den Staat voorgesloten tot bezoldiging van derden die van ambtswege aan het werk gesteld werden.

ART. 11.

De Staat kan door eenen aangestelde, door hem vrijelijk aangewezen, contrôle uitoefenen op al de verrichtingen van de Samenwerkende Vennootschap en van hare leden op grond van deze overeenkomst, namelijk wat

betreft de werkelijkheid van het toezicht, de oprechtheid van de verslagen en processen-verbaal, de doelmatigheid van de getroffen maatregelen, enz.

ART. 12.

Voor de tenuitvoerlegging dezer artikelen doet de Samenwerkende Vennootschap keuze van woonplaats te Brussel, Kruidtuinlaan, 57.

Opgemaakt in dubbel en te goeder trouw te Brussel, den....

